

Au sommaire

- 9 ACTES COURANTS - IMMOBILIER**
Obligations / Contrats. Réforme du droit des contrats : exemples pratiques
- 10 ENTREPRISE**
Baux commerciaux. Exclusion du droit de préférence légal en cas de cession d'un immeuble ne comprenant qu'un seul local commercial
- 11 FAMILLE - PATRIMOINE**
Majeur protégé. Placement de la personne à protéger sous la tutelle de son conjoint et contestations des parents et frères et sœurs
Mariage. Appréciation du caractère annulable du mariage entre anciens alliés en ligne directe
- 15 FISCAL**
Droits européen et de l'UE. Transfert de plus de 50 000 € : liste des justificatifs et modalités de transmission
Plus-values. Imposition des plus-values immobilières des résidents lors de la cession d'un immeuble à l'étranger
TVA immobilière. Revente par un marchand de biens de parcelles de terrains nus détachés d'un ensemble immobilier
Paiement des droits. Taxe additionnelle et acquisition d'immeuble avec engagement de revendre
- 19 PROFESSION**
Notaires. Évaluation des parts de l'associé retrayant qui se réinstalle à proximité et conserve ses minutes
Preuve. Modalités du procédé permettant de présumer la fiabilité de la copie

À LA Une

Loi « Sapin 2 » : les mesures relatives aux entreprises, aux sociétés et aux assurances

Adoptée définitivement par l'Assemblée nationale le 8 novembre dernier, la loi dite « Sapin 2 » vient d'être publiée au *Journal officiel* après validation par le Conseil constitutionnel d'une majorité de ses dispositions. Parmi les nombreuses mesures de ce texte, figurent : la création d'une Agence française anticorruption, la mise en place d'un répertoire numérique public des représentants d'intérêts et la création d'un statut protecteur des lanceurs d'alerte. Plus spécifiquement, le texte prévoit des dispositions relatives aux assurances, aux sociétés, à l'entrepreneur individuel et renforce certaines obligations d'information liées aux cessions de fonds de commerce et aux investissements locatifs. > **LIRE P. 1**